

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

ABONNEMENTS ET ANNONCES :

RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis. Paris, chez MM. HATAT, LAURENT & Co, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34. Bruxelles, à l'Officine de Publications.

XXXX DE L'ABONNEMENT

Roubaix - Tourcoing : Trois mois, 12 fr. 50. — Six mois, 22 fr. — Un an, 38 fr.

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 fr. — Six mois, 28 fr. — Un an, 45 fr.

La France et l'Étranger, les frais de poste en sus. — Tout abonnement continué, jusqu'à réception d'avis contraire.

ELECTION SENATORIALE

Du 25 janvier 1885.

DÉPARTEMENT DU NORD

CANDIDAT INDÉPENDANT :

E. FIÉVET

Cultivateur et fabricant de Sucre à Sin et à Masny

MAIRE DE MASNY

Membre du Conseil général du Nord

ROUBAIX, LE 21 JANVIER 1885.

AVANT LE SCRUTIN

Quelques heures nous séparent du moment où les députés devront émettre leur vote. C'est l'instant des dernières réflexions. La question est bien simple : voter pour les candidats ministériels, c'est dire aux ministres :

« Vous avez bien agi, continuez dans la même voie.

« Vous avez bien fait de mettre nos finances en l'état où elles sont, continuez.

« Vous avez bien fait de ne pas venir au secours de l'agriculture, continuez.

« Vous avez bien fait de vous enfermer au Tonkin et en Chine, continuez.

« Vous avez bien fait de persécuter le clergé et de déclarer la guerre à Dieu, continuez.

« Vous avez bien fait de désorganiser la magistrature et l'administration, continuez.

« La République que vous nous avez faite est aimable, agréable à habiter, flatteuse pour le patriotisme, rassurante pour les intérêts. Encore une fois, vous n'avez qu'à continuer au dedans et au dehors.

Tel serait, en effet, le sens que le ministre ne manquerait pas de donner à l'élection de ses candidats, et il y serait fondé.

Si donc les électeurs estiment que, loin d'avoir bien agi jusqu'ici, ou a mal agi; que la situation actuelle est mauvaise et inquiétante; que le gouvernement, au lieu d'être encouragé à persister dans les mêmes errements, doit être averti du mécontentement, des souffrances et des alarmes du pays, il leur faut voter pour les candidats conservateurs. Le triomphe de ces candidats serait à lui seul une leçon. Ensuite, au Sénat, ils sauraient exercer un contrôle sérieux; ils sauraient bien voter et bien parler. Et certes le Sénat ne pêche pas par excès d'indépendance; il n'y a pas de danger à lui en infuser un peu.

Voter pour les candidats officiels, c'est accepter devant sa conscience et devant le pays la responsabilité et la solidarité de tout ce qui a été fait et de tout ce qui se prépare.

Voter pour les candidats indépendants, c'est se dégager du passé, punir les fautes commises, avertir de ne pas y persister, préparer, sinon encore accomplir, l'œuvre de réparation nécessaire.

Et maintenant à chacun de choisir. Le gouvernement a préparé sa loi évidemment dans l'espoir d'avoir des députés dont il pourrait faire des instruments dociles. Que ces députés jugent s'il est de leur dignité et de leur intérêt de réaliser ou de tromper cet espoir.

Nous ignorons quelle sera leur réponse en province. Il y a là un travail silencieux, secret, individuel, dont il est difficile de se rendre compte et de préjuger les résultats. A Paris, la besogne se fait davantage peu dérangés. Ceux-ci pourtant n'avaient été arrêtés par aucun scrupule. Pendant que, dans les départements, nous prétextons de se rapprocher de la proportionnalité numérique, on augmentait la part des députés des villes au dépens des communes rurales, à Paris on arrivait à ce résultat de ne donner aux deux millions de Parisiens que 100 députés, tandis que la banlieue, avec ses trois cent à quatre cent mille habitants, avait 310 députés.

Contradiction qui s'explique par cette raison bien simple que le ministère se méfiait, en province, des campagnes conservatrices, et, dans la Seine, de la capitale radicale. On ne pouvait plus cyniquement montrer que cette loi n'était qu'une manœuvre électorale. Eh bien ! jusqu'à présent, à voir la figure faite par M. Spuller, cette manœuvre ne paraît pas merveilleusement réussie à Paris. Si, malgré tout, le candidat ministériel venait à l'emporter, son élection serait sans valeur; il serait l'écu non de la grande élite démocratique, mais de la banlieue. S'il échouait, malgré des précautions si savantes et si impudentes, ce serait pour l'opportunisme régnant le signe éclatant de sa faillite politique.

OUI, IL Y A DÉFICIT

Les journaux de gauche se mettent à contester le déficit du budget. C'est de l'audace.

Nous venons et nous devons préciser, ou plutôt compter.

Sous la Restauration, nous avons vu les yeux les chiffres officiels, — les totaux des dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires étaient de 930 millions.

Sous le gouvernement de Juillet, les chiffres étaient à peu près les mêmes. Dans les dernières années du second Empire, les dépenses ordinaires montaient à 1,621 millions, les dépenses extraordinaires à 116 millions.

La République, triomphant de nos revers et de nos discordes, prenait le pouvoir; les charges étaient lourdes; il fallait payer les cinq milliards de rançon imposés par l'ennemi vainqueur, deux autres milliards couvrant diverses dépenses de la guerre. L'Assemblée nationale, dont la majorité était conservatrice et monarchiste, pourvoyait à tout, et, en 1875, elle laissait le budget en parfait-équilibre, nos finances dans la situation la meilleure.

Le budget s'était accru, mais il n'était encore que de deux milliards; il y avait excédent de recettes, et 150 millions étaient consacrés à l'amortissement.

Mais les vrais républicains devaient bientôt les maîtres. Les caisses de l'Etat leur étaient ouvertes. Ils y ont puisé, ils y puisent encore, à l'envi. Ils les ont vides, ils les ont vides, ils les ont vides à sec. Aujourd'hui le chiffre du budget est de trois milliards 600 millions. Il y a un déficit, et l'amortissement n'existe plus que de nom.

Ces chiffres, nous le disons, nous le savons être sérieusement contrôlés.

La logique semblerait devoir en conclure que nos finances étaient plus saines et plus honnêtement administrées autrefois qu'elles ne le sont depuis le jour, à jamais mémorable, où la France est tombée entre les mains des vrais républicains. Pendant que la Royauté ou l'Empire sont debout, la fortune publique et la fortune privée vont, chaque jour, se développant et croissant. Pendant que, même avec la forme républicaine, les conservateurs tiennent la bourse, c'est encore l'aisance et la richesse. Du jour où ils disparaissent et cèdent la place à M. Grévy ou à M. Ferry, le gaspillage s'organise et l'aisance se crève.

Voilà ce que disent les chiffres; ils rendent quelquefois responsable de notre misère et de la ruine qui nous menace, ce ne sont certainement pas les conservateurs; les coupables ne peuvent être et ne sont que les partis de gauche.

UNE DÉCLARATION DU GÉNÉRAL LEWAL

La commission de l'armée s'est réunie hier, au Palais-Bourbon, pour entendre M. le ministre de la guerre sur l'organisation de l'armée coloniale.

Onze membres étaient présents. Au début de la séance, M. le général Lewal a fait une importante déclaration au sujet du projet de petite mobilisation qu'il élabore, et des notes qui ont paru dans un journal sur le rappel des hommes disponibles.

Le ministre de la guerre s'est exprimé en ces termes :

« Je dois d'abord, messieurs, vous expliquer ce que j'entends par petite mobilisation, et quelles sont les raisons qui me font proposer pour l'expédition de nouveaux renforts au Tonkin.

« Je crois qu'on ne peut faire des expéditions coloniales qu'avec une armée composée d'hommes aguerris, vigoureux, les volontaires forment un noyau de soldats expérimentés, ayant déjà risqué pour la plupart aux fatigues qui résultent du séjour en Afrique et aux colonies.

« Le nombre des volontaires dépassera le chiffre des renforts qui nous sont nécessaires, mais leur durée de service est de sept ans, ils ont fait combler.

« Sans compromettre la mobilisation, et tout en ayant pour les exigences de la vie sociale tous les ménagements qui s'imposent au gouvernement, je pense que le moyen le plus prompt, le plus efficace est de remplacer les volontaires partis pour l'extrême Orient, par les hommes à la disposition du ministre de la guerre; ne confondez pas les hommes à la disposition, avec les hommes en disponibilité; vous savez que pour des raisons d'économie, on peut venir en aide à l'agriculture et au commerce, le gouvernement renvoie par anticipation dans leurs foyers les soldats qui sont plus qu'un an ou quinze mois à passer sous les drapeaux, un substitue ainsi, au temps de paix, le service de quarante mois au service de cinq ans.

« Cette catégorie de soldats ne doit pas être confondue avec la catégorie des libérés comme soldats de famille, fils de septuagénaires, etc.

« Les hommes renvoyés dans leurs foyers par anticipation demeurent donc à la disposition du ministre jusqu'à complète expiration de leurs cinq années de service.

Cette déclaration produit une vive émotion au sein de la commission et dans les couloirs de la Chambre.

Le ton ferme et résolu du général Lewal donna à penser que ses résolutions étaient déterminées par des considérations de haute importance.

LA DÉCLARATION DE GUERRE

Tous les journaux relèvent la note du Times relative à la fermeture des ports anglais à nos vaisseaux, fissent-ils avariés, sans que cela résulte de faits de guerre.

Nous avons répété pour la vingtième fois peut-être que l'attitude équivoque de M. Ferry nous suscitait des complications certaines, graves. Nous avons insisté en maintes circonstances sur la nécessité impérieuse où le gouvernement était de déclarer la guerre.

Nous avons dit que « l'état de représailles, la politique de des gages étaient des expédients indignes d'une nation comme la France, qu'ils n'étaient ni français, ni loyaux.

Aujourd'hui, l'Angleterre fait supporter à la France les sottises, l'incendie de M. Ferry, d'un homme qui pour les seuls besoins de sa politique ambiteuse et mesquine, élève le duplicité, l'hypocrisie et le mensonge à la hauteur d'un principe gouvernemental.

Si la guerre avait été déclarée, il y a dix-huit mois, la paix serait faite aujourd'hui.

M. EDMOND ABOUT

CHEZ M. LE COMTE DE PARIS

M. Henri d'Arville raconte l'entrevue que M. Edmond About eut avec M. le comte de Paris, au commencement de 1872. Nous reproduisons ce récit, très intéressant en soi et instructif à plus d'un titre.

Lundi soir, 22 janvier 1872. A cinq heures, rendez-vous avec Edmond About. — Nous nous sommes dirigés tous deux vers le faubourg Saint-Honoré, et, à l'heure indiquée, nous franchissons l'hôtel situé au numéro 129, qui appartient à M. le duc d'Anmale, mais dont le premier étage est réservé à M. le comte de Paris.

Dans un petit billot reçu quelques jours auparavant, M. le comte de Paris nous disait : « Vous serez le bienvenu lundi prochain, avec M. About; seulement vous ne ferez plaisir en venant un peu avant cinq heures et demie, soit cinq heures un quart, parce que j'attends quelqu'un à six heures et que je ne voudrais pas que notre conversation fût écourtée. »

A peine ditions-nous introduits, que M. le comte de Paris arriva. Il seerra la main d'About avec affabilité, bien qu'il vit pour la première fois, et nous invita à nous asseoir.

Le Prince. — Je suis bien aise de vous voir, monsieur About, dit le prince; et en même temps il adressa à mon compagnon quelques mots flatteurs sur son talent d'écrivain.

About. — Je ténis depuis longtemps, Monsieur, reprit About, à vous remercier de l'envoi du livre de Mgr le duc d'Orléans, l'Armée d'Afrique, que Votre Altesse a bien voulu m'adresser avant la guerre. A propos de ce livre, qu'Élie me permette de lui dire mes impressions. J'avais entrepris cette lecture avec l'intérêt qui s'attache à toute œuvre d'un prince, d'un soldat, d'un homme intelligent; mais, peu à peu, je l'avais sincèrement, Monsieur, je me suis senti séduire, charmé, et il dirais-je aussi, surpris d'y trouver l'empreinte d'un très grand écrivain : c'est un livre de rare valeur et qui contient d'admirables pages.

Le Prince. — Cet éloge de votre part m'est précieux, reprit le Prince, je suis fier de ce livre unique de mon père. J'avais hésité longtemps à le publier. On a pu paraître, on raison des grands événements qui sont survenus au moment même où il paraissait; mais, comme vous le dites, ce n'est pas une œuvre ordinaire; c'est un beau livre.

Puis on passa à la politique. About, avec son esprit clair, vif et incisif, examina la situation de M. Thiers et de la Chambre, et, parlant de l'extrême difficulté d'établir un ordre de choses stable avec des éléments tels qu'ils existaient.

Le Prince. — Cet essai de gouvernement, tout d'indique, ne parait pas destiné à réussir en France. La seule solution possible, l'avenir, le salut, Monsieur, est ici ! et, en même temps, About désignait l'endroit où nous étions.

Puis, se prenant à rire : « Je n'en aurais pas dit autant, il y a dix ans, car je connaissais cet appartement, Monsieur; j'y suis déjà venu à l'époque où l'hôtel appartenait à M. Achille Fould. »

Le Prince. — La monarchie, fit le Prince, aurait pu réparer si la question du drapeau avait été posée dès 1832. A plusieurs reprises, pendant l'exil, mes oncles ont supplié le chef de notre Maison, qui se prononçait à ce sujet. M. le comte de Chambord, obéissant à un sentiment qui lui fait respecter, a déclaré qu'il ne pouvait parler que sur le sol français. C'est un prince d'une entière droiture et d'une profonde honnêteté.

About. — Quel malheur cependant ! s'écria About, emporté sans doute, par sa sincérité, « que nous ne soyons pas au temps de la Première République ! »

Le Prince. — M. le comte de Chambord, au fond d'un cloître, agnoblissant devant les autels, sous une longue robe et les cheveux rasés. Jamais, Monsieur, Votre Altesse le sait aussi bien que moi, la France ne pourra revenir en arrière et accepter avec M. le comte de Chambord une direction cléricale, un ministère Dupanloup.

Le Prince, dont le visage s'était visiblement rembruni, ne répondit pas à cette pittoresque profession de foi, et il se fit un silence.

Le Prince. — La religion en soi n'est que, et, d'abord aussitôt le terrain des généralités, continua en ces termes :

About. — La religion ne doit pas empêcher sur la politique, et, dès qu'on s'en sert, comme d'un levier pour gouverner, tout est compromis.

Le Prince. — La religion en souffrirait elle-même, répliqua le Prince.

« Pour l'Église, son émancipation des intérêts politiques est, en réalité, la condition la plus favorable; elle permet aux sentiments religieux de se développer dans toute leur plénitude, sans qu'il y ait conflit entre les deux domaines. Sous le régime de mon grand-père, par exemple, jamais la religion ne fut plus honorée, plus respectée. Aussi, en 1848, en recueillant les bénéfices. Il n'y eut aucune explosion de sentiments hostiles contre le clergé; bien au contraire. Vous devez vous en souvenir ? C'était le peuple lui-même qui allait prier le clergé de bénir les arbres de Liberté. Sous l'Empire, dès le début, le souverain voulait se servir de la religion comme agent; elle fut, en effet, au commencement du régime, un puissant auxiliaire pour l'Empereur. Mais qu'arriva-t-il ? C'est que la suite des événements ne permit pas à l'Église de conserver ce rôle; il y eut lutte, et aujourd'hui, quel trouble dans les consciences, quelle impiété partout ! »

About. — Comme il serait heureux et utile, hasardai-je, que les sentiments de Votre Altesse sur tous ces graves questions fussent connus ! On les ignore, malheureusement.

Le Prince. — Je n'ai pas de manifeste à faire, dit le Prince, mais je ne cache pas ma pensée et je m'explique librement avec mes amis et les personnes qui vi vent me voir, sur mes idées et mes opinions.

Tenez, Monsieur About, ces idées de séparation de l'Église, non pas de l'État, mais de

la politique, m'ont toujours tellement préoccupé, que j'ai publié, en 1866, dans le *Revue des Deux-Mondes*, sous la signature de X. Raymond, un article sur l'Église d'Irlande, où, comme catholique, je constate tous les avantages, tous les bienfaits de cette séparation.

« Mais c'est seulement par la pratique que l'on peut affirmer ces doctrines. On me disait, non sans raison, que je n'ai jamais touché aux affaires. Mais tout homme n'a-t-il pas le devoir d'avoir un opinion ? Je fais connaître volontiers la mienne sur les grandes questions qui sont à la veille d'être discutées. — Ainsi, le service obligatoire me semble indispensable à établir. Mon oncle d'Annale a sur ce point des idées bien arrêtées que je partage absolument. Il possède bien cette question; il a été soldat, a interrogé nombre de personnes compétentes, et, certainement il défendra cette proposition à l'Assemblée de Versailles. — Le gouvernement de M. Thiers ne pourra lutter contre le sentiment de tous. Ce qui me donne confiance pour notre pauvre pays, c'est que cet impôt si terrible, ce sacrifice si dur, le service obligatoire, est, devant l'opinion, devenu tellement une nécessité, qu'il serait impopulaire et dangereux de heurter le sentiment public. »

A ce moment, mon compagnon, qui désirait continuer vivement l'entretien, l'interrompit avec beaucoup de tact :

About. — En vérité, je suis confus, Monsieur, de mettre ainsi Votre Altesse sur la sellette et de lui faire un véritable interrogatoire.

Le Prince le rassura en souriant.

About. — Quant au suffrage universel, reprit About, Votre Altesse doit savoir qu'il n'est pas de cette institution absolument nuisible et qui n'a jamais produit que les plus détestables résultats.

Le Prince. — Je ne partage pas votre avis, dit le Prince. Il ne faut toucher au suffrage universel qu'avec la plus grande réserve; il a ses défauts, sans doute, ses erreurs. Vous pouvez le modifier, tout au plus, mais en respectant le principe. C'est ainsi que des conditions de domicile et d'âge pourraient être discutées.

About. — Et le bulletin écrit par l'électeur ? reprit About. Votre Altesse ne pense-t-elle pas que cette condition, du moins, soit indispensable ?

Le Prince. — Certainement ! mais dans quinze ans tout au plus, lorsque les progrès de l'instruction en France seront réalisés.

About. — Malheureusement, jusqu'à ce jour, le suffrage universel n'a amené que des résultats lamentables. Voyez, Monsieur, quelle ruine misérable que cette Assemblée de Versailles.

Le Prince. — Ici encore, nous différons d'avis, Monsieur About. Je trouve dans cette Assemblée du patriotisme et de la sagesse, avec de l'inexpérience, sans doute; mais cette Chambre est loin d'être nulle, comme vous le dites. — Après 1848, l'Assemblée nationale a produit des hommes distingués, et dit autant de l'Empire, dirigés avec honneur, auraient pu faire de grandes choses, car elles renfermaient d'excellents éléments.

About. — M. d'Arville, reprit About, aura peut-être raconté à Votre Altesse la rencontre que j'ai faite avec lui d'un de mes anciens camarades de collège, Clément Laurier, et l'aveu échappé à ce dernier, à propos du suffrage universel : « Aucun gouvernement, aucun ordre social, nous dit-il, ne pourra résister à cette folie qu'on appelle le suffrage universel. Après les crises violentes que nous venons de traverser, après les déchirements de toute sorte, ce n'est pas des libertés que réclame la France, c'est de la sécurité. Elle a soif de sécurité; la liberté pour elle passe bien après. »

Le Prince. — Cette opinion de M. Clément Laurier est loin de me surprendre, fit le Prince. Je l'ai vu, sous l'Empire, en Angleterre, avec M. Gambetta, et, dernièrement encore lorsqu'il alla négocier l'emprunt Morgan. Je ne connais pas de conservateur plus acharné que votre ami M. Laurier. Il ne songeait alors qu'à l'union étroite des conservateurs de tous les partis. Il rêvait une ligue de conservateurs républicains, légitimistes, orléanistes, bonapartistes, qui tous devaient se concerter et s'allier, dans un seul but : la protection, la sauvegarde de la propriété avant tout.

About entra ensuite dans des détails pleins d'humour et d'esprit, touchant le caractère de M. Thiers et ses habitudes, et en particulier sur ses goûts de domination, sa passion pour le pouvoir et son intelligence.

Le comte de Paris dissimulalement point l'intérêt qu'il trouvait à entendre son interlocuteur esquiver d'une façon si pittoresque le portrait du Président de la République. — Il était impossible, en effet, de reproduire avec une verve plus étincelante, et en même temps avec plus de fidélité, les conversations de M. Thiers sous les ombrages de Versailles, et ses confidences, et ses aveux. Nos derniers événements, c'est-à-dire la démission donnée et reprise par le Président, il y a trois jours, furent appréciés par About et M. le comte de Paris comme chacun, du reste, les apprécia en France.

Le Prince. — M. Thiers ne peut supporter la contradiction; nous le savons depuis longtemps, reprit le Prince. Son défaut est de se croire universel et de vouloir suffire à tout.

Il a passé sa vie à conseiller à son grand-père de s'abstenir dans l'intérêt de tous; aujourd'hui qu'il est au pouvoir, il aurait grand besoin de suivre les conseils qu'il donnait au Roi. Il a le don d'annihiler ses ministres, de les énerver et de leur enlever toute initiative. Voyez ce qu'il a fait d'un homme indépendant et de grande volonté que j'ai beaucoup aimé, M. Casimir Périer !

About. — Combien il est regrettable à ce sujet, que les sentiments si droits, les vues si élevées, si justes de Votre Altesse, ne puissent être connus et franchir un petit cercle d'intimes ! Le *Journal de Paris* est rédigé par un de vos amis, un homme de mérite, et M. Hervé serait heureux, j'en suis sûr, de devenir l'interprète de ses sentiments de Votre Altesse et son interprète des idées qui l'ont inspiré.

Le Prince. — Déterminez-vous, dit le Prince. — M. Hervé, pour qui j'ai beaucoup

d'estime, est seulement un ami qui vient causer avec moi, ici, comme il le faisait jadis en Angleterre, et voilà tout. Son journal, je le sais, passe pour notre organe, particulier; mais nous n'avons pas d'organe, je vous le déclare en toute sincérité. M. Hervé et nous serons et nous défendons d'autant plus utilement, que ce sont ses convictions qu'il sert et qu'il défend. Sur plusieurs points, nous sommes d'accord; sur d'autres, nous voyons différemment quelquefois. Ainsi, par exemple, sur l'élection de M. de Paris, mon opinion différait de la sienne. Je n'aurais jamais, comme lui, conseillé l'abstention; j'étais d'avis qu'il fallait tenter la lutte.

L'entretien, qui avait duré plus d'une heure, fut clos après six heures. A deux reprises, un valet de pied était venu avertir M. le comte de Paris que les personnes attendues par lui étaient arrivées. — About demanda au prince la permission de revenir, ce que ce dernier lui accorda avec empressement. Le prince remercia l'écrivain de sa visite avec la plus exquise bonne grâce et nous congédia.

About, de son côté, parut fort enchanté de cette entrevue et, en sortant de l'hôtel, m'avoua que mon prince était un des hommes des plus séduisants et des plus éclairés.

About. — Il est sage, instruit, plein de bon sens et de modestie. Tenez, mon cher d'Arville, vous m'avez conduit chez M. le comte de Paris, sans me dire qu'il était, et comme s'il se fût agi d'un de vos amis, qu'après un tel entretien j'en conserverais la même opinion et que vous diriez : c'est un homme remarquable !

« Vous avez connu l'Empereur, n'est-ce pas ? Et sur ses réponses négatives. Eh bien ! en quinze ans, je n'ai pu tirer de Napoléon III ce qu'en quinze ans d'une heure je viens d'obtenir du comte de Paris ! — Je suis vraiment touché, mais un peu surpris de tant de franchise et de tant de confiance; car, évidemment, le prince nous a dit des choses qui ont été très piquantes de publier, et pourtant il s'est servi de termes devant un homme de lettres, un journaliste.

« Il savait aussi, ajoutai-je, qu'il s'adressait à un homme d'honneur, à un écrivain incapable d'abuser de sa confiance ou de dénigrer sa pensée, — et, en réalité, mon cher About, en y réfléchissant bien, il me semble qu'il n'est pas une seule des paroles prononcées par le prince qui ne soit excellente à rapporter. »

NOUVELLES DU JOUR

La santé de l'Empereur Guillaume

Berlin, 23 janvier. — Les nouvelles les plus alarmantes sur la santé de l'empereur circulent hier dans le public. Elles seraient pour le moins l'effet qu'une injection de morphine pratiquée dans la nuit avait produit sur le souverain, et dont son entourage avait été très alarmé. L'empereur, cependant, ressentait un mieux sensible; il avait déjeuné à neuf heures et s'était levé à onze heures. Il souffrait surtout d'une affection de vessie.

Le bulletin publié par le docteur Lauer est ainsi conçu : « L'empereur a pu rester levé hier la plus grande partie de la journée, et a passé, malgré quelques interruptions, une bonne nuit. Lorsque hier, à midi, la garde d'honneur, musique en tête, est entrée au palais — ce qui, depuis lundi, n'avait plus eu lieu — l'empereur se montra à la fenêtre de son cabinet de travail et fut accueilli par les vivats de la foule qui stationnait sur la place.

L'impératrice a tenu, hier soir, réception à la cour, et a assisté, ainsi que le prince impérial et sa femme à un concert.

D'autre part, la France publie ce soir la dépêche suivante :

Paris, 23 janvier. — Les démentis de sources officieuses, relativement à l'état de santé de l'empereur Guillaume, continuent à pleuvoir; mais les bruits les plus alarmants ne laissent pas de circuler, malgré cela, dans tout Berlin. On fait observer, entre autres choses, qu'il y a juste deux ans, quelques heures avant la mort du prince Charles de Prusse, frère de l'empereur, les nouvelles officieuses avaient reçu ordre de télégraphier dans toutes les directions, que le malade allait beaucoup mieux.

Du reste, j'apprends de bonne source que le bal de souscription, à l'Opéra, déjà remis au 31 janvier, subira un nouveau délai de huit jours. On sait que l'empereur avait manifesté le désir d'y assister.

L'amiral Courbet

Paris, 23 janvier. — L'amiral Courbet est toujours à Kélong. Le commandant en chef de notre escadre dans les mers de Chine avait pris toutes ses dispositions pour arrêter au passage la flotte chinoise dans le cas où celle-ci aurait voulu tenter un débarquement à Formose.

Mais les derniers avis portent que la flotte chinoise ne s'est dirigée ni sur Formose ni vers Fou-Tchéou. Elle marcherait vers le golfe de Péchéli pour embarquer des troupes. Tout porte à croire que, lorsque les navires chinois se disposeront à entrer en campagne, les opérations militaires contre Kélong seront terminées et que l'amiral Courbet pourra librement les poursuivre.

Situation fâcheuse de Stewart

Le *Journal de Paris* publie ce soir la dépêche suivante :

Alexandrie, 23 janvier. — Une fâcheuse nouvelle est venue enrouler le colosse du colonel Stewart serait entouré par les forces du Mahdi, près de Métemneh, et sa ligne de retraite serait menacée.

Vive émotion.

Les anarchistes allemands

Wolzig, 23 janvier, 9 h. 10. — Le commissaire de police d'Elberfeld, M. Gotschalk, qui a déposé dans le procès de Reinhold et des anarchistes au Niederwald, a disparu depuis quelques jours. Personne ne sait ce qu'il est devenu. On craint un nouveau crime des anarchistes.

Mannheim, 23 janvier, 8 h. 45. — Hier soir, on a arrêté un individu qui, par une fenêtre du poste de police à l'hôtel de ville, a jeté deux bombes mortelles sur les agents, dont l'un a été blessé. L'individu prit la fuite, mais put être atteint. On trouva sur lui des pamphlets anarchistes et un carnet contenant un croquis très ressemblant de M. Rumpff avec cette inscription : « La liberté ou la mort. »

Horrible crime

Bar-sur-Seine, 23 janvier. — Un crime épouvantable a été commis, la nuit dernière, aux environs de notre ville.

M. Delahuche, avocat, sa mère, âgée de 80 ans, et la servante, ont été assassinés. Le premier a été assommé, les deux autres étranglés. Le vol est le mobile de ce crime, qui a causé une émotion profonde dans la ville. Toute la gendarmerie est sur pied, recherchant les assassins.

La neige en Italie

Rome, 23 janvier. — M. Depretis a présenté à la Chambre un crédit de 150 millions pour secourir les victimes des récentes avalanches.

Observations météorologiques. — Paris, 24 janvier. — La pression barométrique est de 756 à Brest; 763 à Belfort. — La baromètre baisse en Bretagne et sur les côtes de la Manche; il est en hausse sur toutes nos régions. — Temps probable : vent d'est et sud, ciel nuageux ou brumeux. — Température froide.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

M. Edouard Fiévet vient d'adresser aux électeurs sénatoriaux la lettre suivante :

A MM. les Electeurs et Députés sénatoriaux du département du Nord.

Messieurs, Je n'ai pas recherché la candidature; vous me l'avez offerte et, pour déférer au désir de plus de mille d'entre vous, je l'ai acceptée.

Depuis cette époque, mes adversaires et les vôtres ont cherché par tous les moyens possibles à me calomnier et à m'outrager.

Moi, dont la vie entière a été consacrée à l'agriculture et à l'industrie, ils m'ont représenté comme un allié de ces raffineurs parisi